

Note de conjoncture n°15

1^{er} semestre 2024

1. En bref

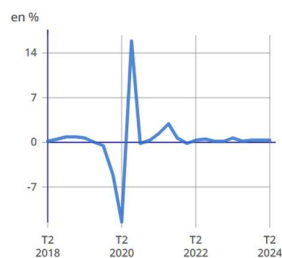
Derniers indicateurs conjoncturels :

- Le PIB augmente de 0,3 % au deuxième trimestre 2024,
- En juin 2024, le prix du gaz continue d'augmenter,
- La consommation des ménages en biens baisse en juin 2024 (-0,5%),
- En juillet 2024, le climat des affaires en France se dégrade fortement,
- En juillet 2024, la demande étrangère s'affaiblit, d'après les chefs d'entreprise de l'industrie manufacturière,
- En juillet 2024, le climat des affaires dans l'industrie s'assombrit nettement,
- En juillet 2024, le climat des affaires se dégrade dans le commerce de gros,
- En juillet 2024, le climat des affaires des services s'assombrit très nettement,
- En juillet 2024, le climat des affaires dans l'industrie du bâtiment s'assombrit de nouveau,
- En juillet 2024, la confiance des ménages augment légèrement,
- En juillet 2024, l'opinion des promoteurs sur la demande de logements neus s'améliore mais reste très dégradée,
- En juillet 2024, l'opinion des entrepreneurs de travaux publics sur leur activité passée se dégrade nettement.

Indicateurs clés :

Croissance économique

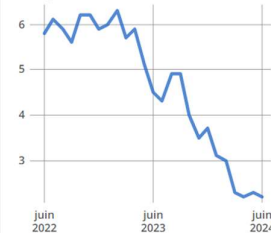
2e trim. 2024 : +0,3 %



Inflation

juin 2024 : +2,2 %

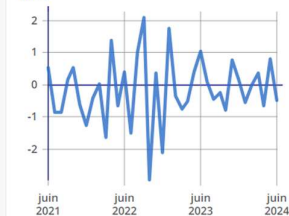
en % (glissement annuel)



Consommation des ménages en biens

juin 2024 : -0,5 %

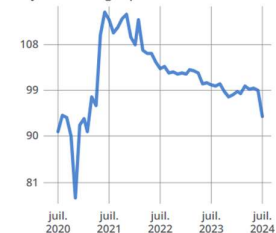
en %



Climat des affaires

juillet 2024 : 94

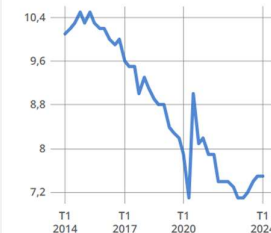
moyenne de longue période=100



Chômage y compris les DOM

1er trim. 2024 : 7,5 %

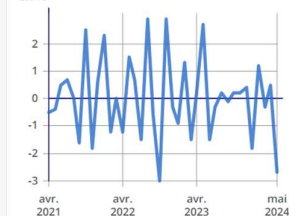
en %



Production industrielle (manufacturière)

mai 2024 : -2,7 %

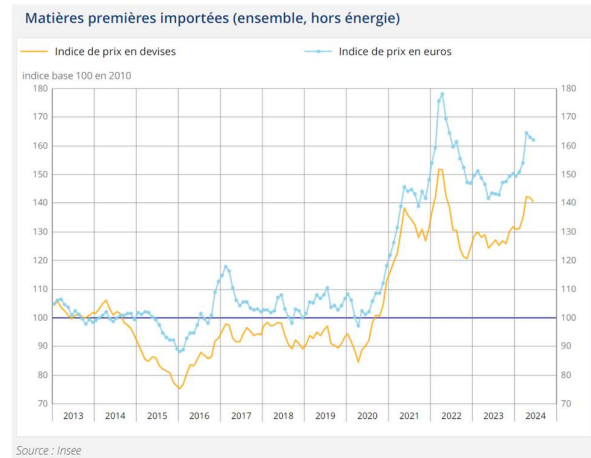
en %



Août 2024

Matières premières & Energie :

En juin 2024, le prix du pétrole en euros rebondit légèrement (+1,1 % sur un mois après -9,8 % en mai) et celui du gaz continue d'augmenter fortement (+7,8 % après +10,6 %). Les prix en euros des matières premières importées (hors énergie) baissent de nouveau légèrement sur un mois (-0,4 % après -1,0 %) mais restent en hausse de 13,2 % sur un an.

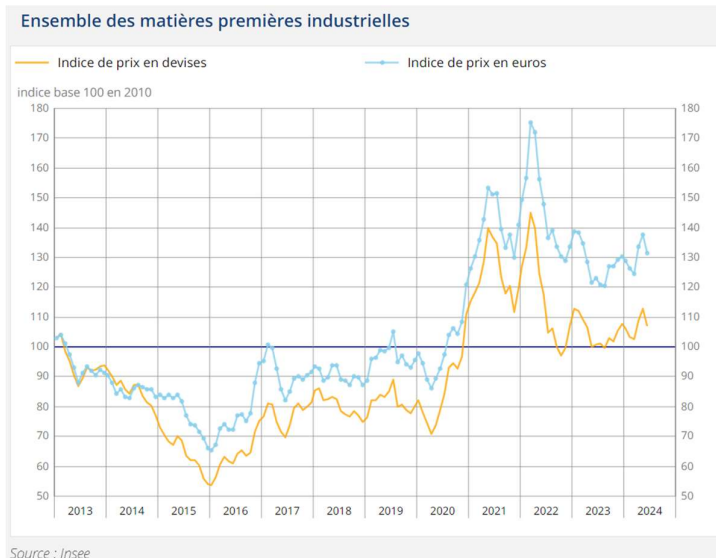


Les prix des matières industrielles se replient nettement sur le mois (-4,6 % après +2,9 %), mais progressent tout de même de 6,9 % sur un an. Du côté des matières stratégiques pour l'industrie, les prix du nickel (-10,1 % après +6,8 %) et du cuivre (-4,5 % après +6,1 %) refluent significativement, tandis que celui du palladium continue de baisser (-6,1 % après -4,7 %).

Les prix en euros des matières premières industrielles se replient

En juin 2024, les prix en euros des matières premières industrielles se replient sur un mois (-4,6 % après +2,9 % en mai) mais progressent de 6,9 % sur un an. Les prix des matières minérales se replient nettement (-4,9 % après +3,6 %) : les prix des métaux ferreux (-8,6 % après +3,9 %) et non ferreux (-3,9 % après +4,2 %) sont en recul, tout comme, dans une moindre mesure, ceux des métaux précieux (-0,5 % après +0,8 %). Sur un an, les prix des matières minérales demeurent cependant en nette hausse (+7,0 %) : les prix des métaux précieux (+17,8 %) et des métaux non ferreux (+10,7 %) augmentent fortement ; seuls les prix des métaux ferreux reculent (-4,4 %).

Les prix des matières premières agro-industrielles baissent de nouveau (-2,9 % après -1,7 %) dans le sillage de ceux des bois sciés de conifères (-5,1 % après -4,7 %), de la pâte à papier (-4,5 % après -0,4 %) et des fibres textiles naturelles (-1,6 % après -3,8 %). À l'inverse, le prix du caoutchouc continue d'augmenter (+3,2 % après +3,1 %) et ceux des bois sciés tropicaux (+1,1 % après 0,0 %) et du cuir (+0,5 % après -0,8 %) repartent un peu à la hausse. Sur un an, les prix des matières agro-industrielles augmentent de 6,2 %, tirés par ceux du caoutchouc (+31,7 %) et de la pâte à papier (+15,9 %).



2. Statistiques du Ministère de la Transition Ecologique

Derniers chiffres :

- -5 % hausse des autorisations à la construction de logements en juin 2024,
- +20 % hausse du prix du gaz naturel pour les ménages en 2023,
- -4,3 % baisse du trafic maritime de fret en 2023,
- 35 % des produits phytosanitaires vendus en 2022 utilisables en biocontrôle ou agriculture bio,
- -24 % baisse des émissions de gaz à effet de serre en France entre 1990 et 2021.

Construction de logements - Résultats à fin juin 2024

En juin 2024, les autorisations de logements augmentent et s'établissent à 28 500 (+ 5,0 % par rapport à mai 2024). Le nombre de logements autorisés se situe 26 % en dessous de son niveau moyen des douze mois précédant le premier confinement, en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO).

De juillet 2023 à juin 2024, 347 900 logements ont été autorisés à la construction, soit 62 900 de moins que lors des douze mois précédents (- 15,3 %) et 25 % de moins qu'au cours des 12 mois précédant la crise sanitaire (mars 2019 à février 2020).

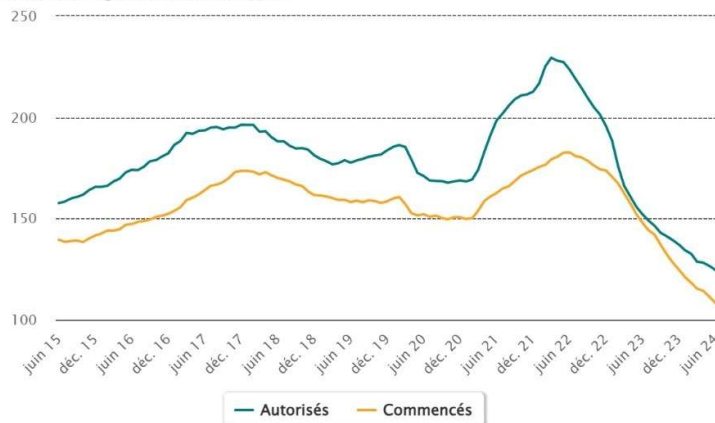
En juin 2024, 22 400 logements auraient été mis en chantier, soit 2 200 de moins qu'en mai 2024 (- 9,1 %). Le nombre de logements commencés en juin 2024 serait inférieur de 30 % à sa moyenne des douze mois précédant la crise sanitaire.

Au cours des douze derniers mois, 272 800 logements auraient été mis en chantier, soit 76 100 de moins (- 21,8 %) qu'entre juillet 2022 et juin 2023, et 30 % de moins qu'au cours des 12 mois précédant la crise sanitaire (mars 2019 à février 2020).

Les autorisations de logements individuels ont diminué de 27 500 logements entre juillet 2023 et juin 2024 par rapport aux douze mois précédents (- 18,1 %) pour revenir à 124 600 unités. Elles sont 33 % en dessous de la valeur d'avant-crise. Les logements individuels purs (- 24,4 %) ont plus reculé que les logements individuels groupés (- 2,8 %).

Nombre de logements individuels cumulés sur douze mois

En milliers de logements, données brutes

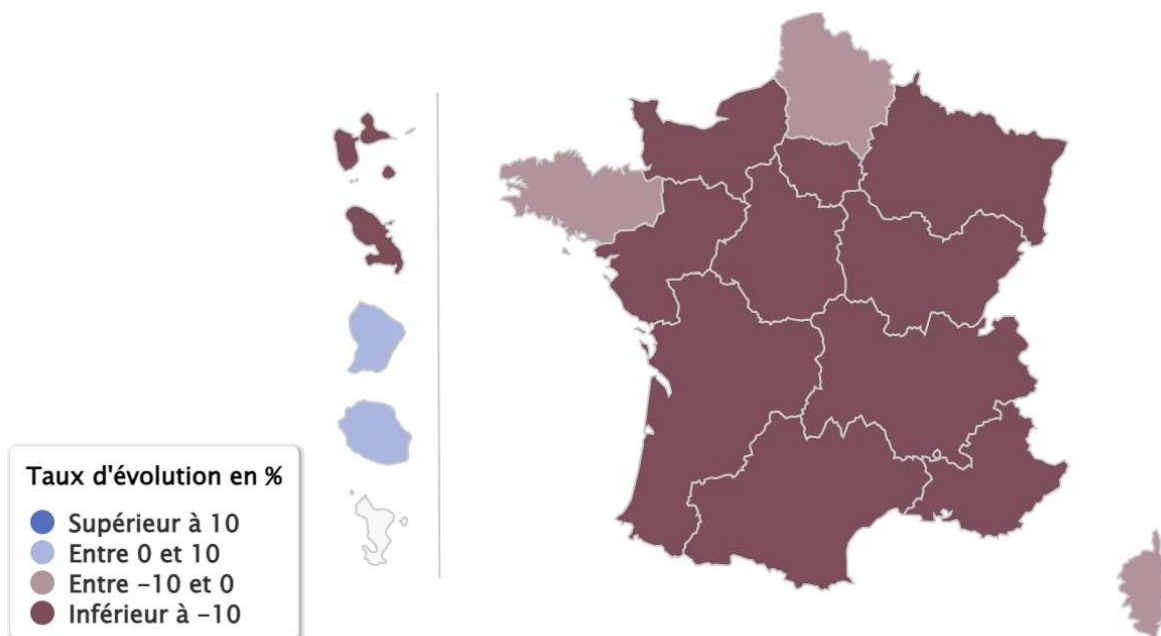


Pendant cette période, les ouvertures de chantier de logements individuels auraient diminué de 39 600 unités (- 26,8 %) et se situeraient à 108 300 logements commencés. Les logements individuels purs diminueraient de façon plus importante (- 32,6 %) que les logements individuels groupés (- 8,2 %).

Août 2024

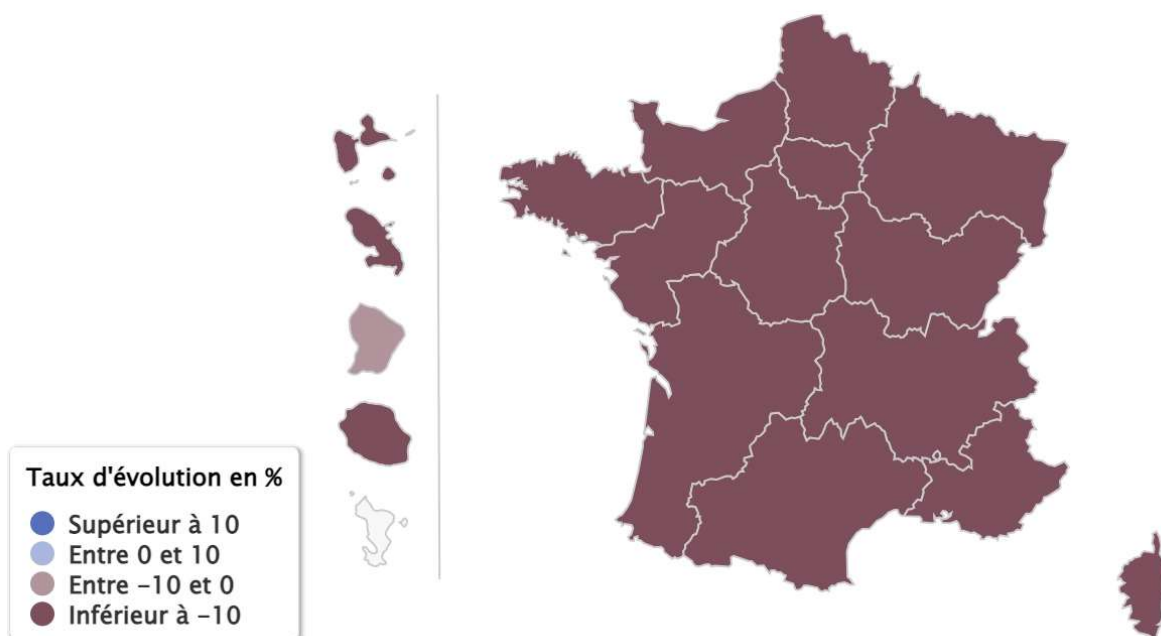
Logements autorisés

(cumul des douze derniers mois en niveau et en évolution)



Logements commencés

(cumul des douze derniers mois en niveau et en évolution)



Août 2024

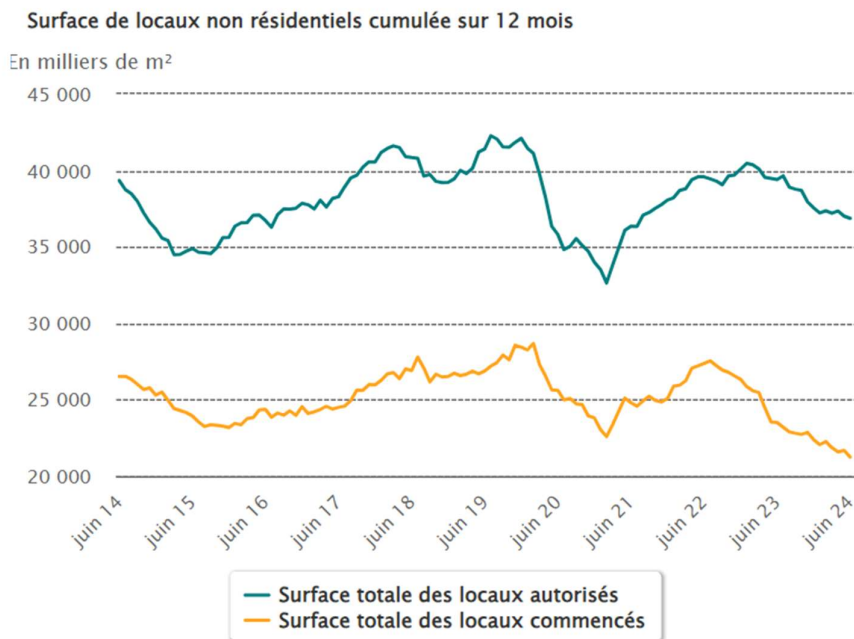
📊 Construction de locaux : résultats à fin juin 2024

Au deuxième trimestre 2024, les enregistrements d'autorisation à la construction de locaux non résidentiels s'élèvent à 8,7 millions de m² et sont en baisse (- 3,7 %) par rapport au même trimestre un an plus tôt. À noter que ces enregistrements d'autorisation seraient en légère augmentation (+ 1,0 %) sans l'effet des permis reçus tardivement.

Sur ce même trimestre, 4,8 millions de m² de locaux non résidentiels ont été mis en chantier, en baisse (- 11,2 %) par rapport aux mêmes trois mois un an plus tôt. Cependant, les surfaces de mises en chantier augmenteraient (+ 10,4 %) si on ne prenait pas en compte les déclarations reçues avec retard.

Sur les 12 derniers mois, de juillet 2023 à juin 2024, les autorisations de locaux non résidentiels enregistrées s'élèvent à 36,9 millions de m² et décroissent (- 6,5 %) par rapport aux mêmes 12 mois un an plus tôt.

Durant cette même période, avec 21,2 millions de m², les enregistrements de mises en chantier régressent (- 9,6 %) par rapport aux 12 mois précédents.

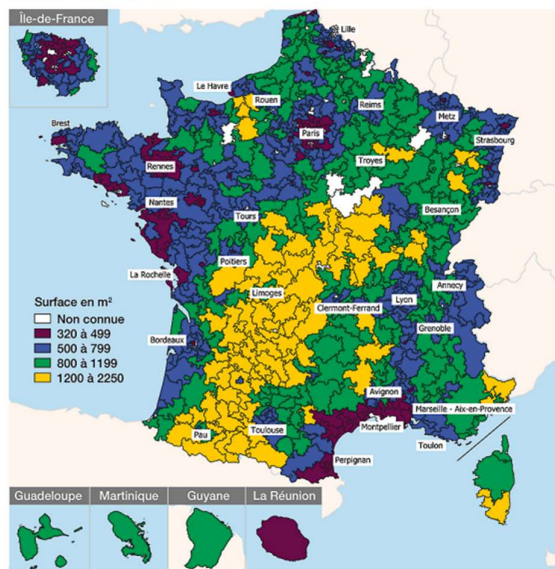


Source : SDES, Sit@del2, en surface de plancher

📍 Maisons neuves : une superficie des terrains très variable selon les marchés immobiliers locaux

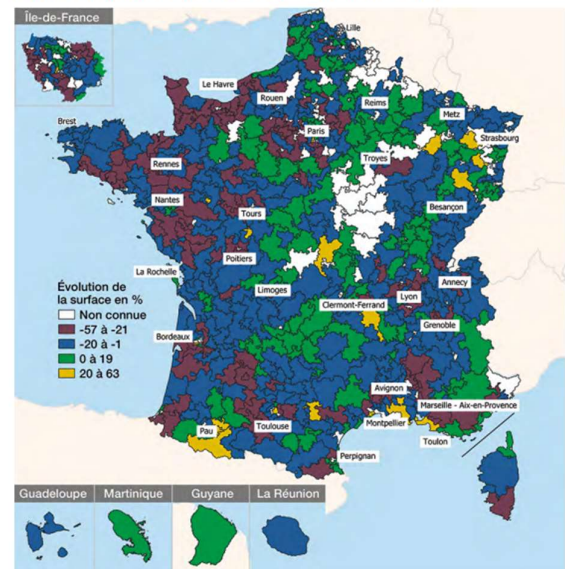
Les terrains achetés entre 2019 et 2022 pour construire une maison individuelle ont une surface médiane de 670 m². Ces surfaces varient toutefois de 1 à 7 entre les marchés immobiliers locaux, les terrains de grandes tailles étant plus fréquents en zone détendue et sur un axe sud-ouest/nord-est de France métropolitaine. En dix ans, la superficie médiane des terrains a reculé de 18 % au niveau national. Cette réduction concerne la plupart des territoires et est plus prononcée en zone détendue. Alors que cette diminution s'est produite de manière relativement homogène sur l'ensemble du territoire au cours de la décennie 2010, les zones les plus tendues se singularisent, depuis la crise sanitaire, par un mouvement opposé d'augmentation des surfaces.

Carte 1 : surface médiane des terrains achetés pour la construction d'une maison individuelle, entre 2019 et 2022



Note : seules les mailles habitat ayant suffisamment de projets de construction de maisons individuelles sur la période 2019/2022 sont représentées.
 Champ : terrains achetés par des particuliers l'année N en vue de la construction d'une maison individuelle, permis délivrés l'année N.
 Sources : EPTB 2019 à 2022 ; Maille habitat 2019, calculs SDES

Carte 3 : évolution de la surface médiane des terrains achetés pour la construction d'une maison individuelle entre les périodes 2019-2022 et 2010-2013



Note : seules les mailles habitat ayant suffisamment de projets de construction de maisons individuelles sur les périodes 2010/2013 et 2019/2022 sont représentées.
 Champ : terrains achetés par des particuliers l'année N en vue de la construction d'une maison individuelle, permis délivrés l'année N.
 Sources : EPTB 2010 à 2022 ; Maille habitat 2019, calculs SDES

Au niveau national, la surface médiane des terrains achetés pour la construction d'une maison a diminué de 18 % entre les périodes 2010-2013 et 2019-2022. À l'échelle des marchés locaux, ce recul s'observe notamment le long du littoral de la Manche, de l'Atlantique et de la Méditerranée, ainsi que dans l'ouest de la région parisienne et sur l'axe Lyon-Marseille (carte 3). Au niveau départemental, les diminutions les plus importantes sont observées dans les départements du Calvados (- 35 %), du Vaucluse (- 34 %), de la Manche (- 34 %), du Lot-et-Garonne (- 30 %) ou encore des Yvelines (- 28 %). À l'opposé, les Hautes-Pyrénées (+ 30 %), le Territoire-de-Belfort (+ 17 %), les Vosges (+ 10 %) ou encore la Nièvre (+ 10 %) sont les départements qui ont connu les augmentations de surface les plus importantes.

3. Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment - juillet 2024 (INSEE)

Selon les chefs d'entreprise interrogés en juillet 2024, le climat des affaires dans le bâtiment s'assombrit de nouveau.

Les opinions sur l'activité se dégradent nettement de nouveau

En juillet 2024, les opinions des entrepreneurs du bâtiment au sujet des évolutions de leur activité prévue comme passée se dégradent nettement de nouveau : les soldes d'opinion associés se situent désormais bien au-dessous de leur moyenne de longue période et atteignent des niveaux respectifs inobservés depuis novembre et août 2020.

L'opinion des entrepreneurs du bâtiment sur leur activité prévue se dégrade aussi bien dans le secteur de l'entretien-amélioration que dans celui du logement neuf. Les soldes d'opinion associés s'éloignent de leur moyenne de long terme respective.

L'incertitude économique ressentie par les entrepreneurs du bâtiment augmente légèrement.

Le solde d'opinion trimestriel sur les perspectives générales du secteur poursuit sa baisse débutée en janvier 2022 et s'établit bien au-dessous de sa moyenne de longue période.

L'opinion sur le niveau des carnets de commandes se détériore

En juillet 2024, le solde d'opinion correspondant au niveau des carnets de commandes des entrepreneurs du bâtiment se replie nettement et repasse au-dessous de sa moyenne de longue période.

Compte tenu de leurs effectifs, les entrepreneurs du secteur estiment que leurs carnets de commandes leur assurent 8,1 mois de travail, une durée qui reste quasi stable.

Les tensions sur l'appareil de production se replient légèrement

En juillet 2024, 42 % des entreprises se déclarent à la limite de leur capacité de production (goulots de production), c'est-à-dire qu'elles ne pourraient pas produire davantage avec leurs moyens actuels si elles recevaient plus de commandes. Cette proportion, en très légère baisse, s'établit nettement au-dessus de sa moyenne de longue période (34 %). 19 % des chefs d'entreprise se disent incapables d'accroître leur production en cas de commandes supplémentaires pour insuffisance de personnel, une proportion stable sur un mois et supérieure à sa moyenne de long terme.

Les chefs d'entreprise sont moins nombreux que le mois précédent à déclarer des obstacles limitant leur production. À 60 %, cette part se replie et s'éloigne de sa moyenne de long terme. 31 % des entreprises déclarent faire face à une insuffisance de demande, une part quasi stable au niveau de sa moyenne de longue période. À 33 %, celle des chefs d'entreprise déclarant faire face à une insuffisance de personnel poursuit sa baisse, mais reste au-dessus de sa moyenne de longue période.

Le taux d'utilisation des capacités de production diminue : il s'établit à 90,2 %, au-dessus de sa moyenne de longue période (89,0 %).

Août 2024

La part d'entreprises déclarant faire face à des difficultés de recrutement diminue de nouveau en juillet par rapport au trimestre précédent, mais demeure bien au-dessus de sa moyenne de longue période.

Le solde d'opinion sur les prix poursuit sa baisse

En juillet 2024, le solde d'opinion sur les prix prévus poursuit sa baisse mais demeure au-dessus de sa moyenne de longue période.

Le solde d'opinion trimestriel sur la situation de trésorerie se replie et retrouve sa moyenne de longue période.

L'opinion sur l'emploi prévu se détériore légèrement

En juillet 2024, l'opinion des entrepreneurs sur leurs effectifs prévus se détériore légèrement. L'opinion sur les effectifs passés se maintient. Ces deux soldes s'établissent légèrement au-dessus de leur moyenne de long terme.

Conjoncture dans l'industrie du bâtiment

Soldes d'opinion, en %, CVS

	Moy*	Avril 24	Mai 24	Juin 24	Juillet 24
Climat des affaires	100	101	102	100	99
Activité passée	-3	-7	-6	-10	-12
Activité prévue	-4	-12	-6	-11	-14
Perspectives générales ****	-15	-23			-26
Effectifs passés	-4	-3	-5	-2	-2
Effectifs prévus	-1	6	4	4	2
Jugement sur les carnets de commandes	-21	-23	-22	-20	-24
Carnets de commandes (en mois)	6,1	8,2	8,3	8,0	8,1
Taux d'utilisation des capacités de production (en %)	89,0	90,7	90,4	91,0	90,2
Obstacles limitant la production (en %) **	65	62	62	63	60
- Pour insuffisance de demande (en %) **	31	33	33	32	31
- Pour insuffisance de personnel (en %) **	29	37	35	34	33
- Pour difficultés d'approvisionnement (en %) **	6	3	3	3	3
Goulots de production (en %)	34	44	41	43	42
- Pour insuffisance de personnel (en %)	15	20	20	19	19
- Pour difficultés d'approvisionnement (en %)	2	1	1	1	1
Difficultés de recrutement (en %) ****	61	76			71
Prix prévus	-8	1	-2	-2	-3
Situation de trésorerie ****	-10	-6			-10
Délais de paiement ****	30	34			33
Incertitude économique ressentie ***	9	5	9	10	11

* Moyenne depuis avril 1978 pour le climat, depuis septembre 1993 pour les soldes, depuis avril 2021 pour le solde sur l'incertitude économique ressentie

** Pourcentage de réponses pondérées non CVS

*** Solde d'opinion non CVS

**** Indicateur issu du volet trimestriel de l'enquête

Source : Insee - enquête mensuelle de conjoncture dans le bâtiment

4. Enquête trimestrielle dans la promotion immobilière – juillet 2024 (INSEE)

En juillet 2024, l'opinion des promoteurs sur la demande de logements neufs qui leur est adressée s'améliore nettement par rapport à avril, mais reste très dégradée. Concernant les perspectives de mises en chantier, leur opinion est stable et reste très pessimiste. De plus, les promoteurs s'attendent à une dégradation des moyens de financement de leurs clients.

Les promoteurs se montrent moins pessimistes sur la demande qui leur est adressée, mais demeurent réservés sur leurs perspectives d'activité

En juillet 2024, le solde d'opinion des promoteurs sur la demande de logements neufs qui leur est adressée rebondit nettement, après s'être maintenu pendant plus d'un an à des niveaux historiquement bas. Malgré ce rebond, il reste largement en deçà de sa moyenne de longue période.

Pour autant, les promoteurs sont aussi pessimistes qu'en avril sur leurs perspectives de mises en chantier de logement : le solde d'ensemble correspondant est stable, nettement au-dessous de sa moyenne. Dans le détail, le solde spécifique aux logements destinés à la vente se redresse légèrement en restant très en deçà de sa moyenne. À l'inverse, le solde relatif aux logements destinés à la location dans le secteur du logement social se dégrade quelque peu en s'établissant légèrement sous sa moyenne de longue période.

Les promoteurs sont un peu moins nombreux que lors du trimestre précédent à envisager de mettre à l'étude de nouveaux programmes avec des architectes ou des bureaux d'études : leur part recule légèrement ce trimestre et reste très faible, nettement au-dessous de sa moyenne de long terme.

Le solde d'opinion sur les stocks de logements invendus poursuit sa baisse mais demeure bien au-dessus de sa moyenne de longue période.

L'opinion des promoteurs sur les perspectives d'évolution des moyens de financement se détériore

En juillet 2024, les promoteurs se montrent moins optimistes que lors du trimestre précédent quant aux perspectives d'évolution, au cours des trois prochains mois, des moyens de financement consacrés aux achats de logements neufs. Le solde associé se replie après deux trimestres consécutifs de hausse et repasse au-dessous de sa moyenne de longue période.

Le solde d'opinion correspondant à l'évolution de l'apport personnel des candidats à l'acquisition d'un logement neuf au cours des trois derniers mois se replie et passe au-dessous sa moyenne de longue période.

Le solde d'opinion relatif à l'évolution du prix moyen des logements, après deux ans de baisses successives marquées, se stabilise à un niveau très au-dessous de sa moyenne.

Conjoncture dans la promotion immobilière

Solde d'opinion, en % CVS

	Moy.*	Oct. 23	Janv. 24	Avr. 24	Juil. 24
Demande de logements	-12	-53	-51	-53	-44
Perspectives de mises en chantier de logements	-8	-39	-39	-34	-34
<i>destinés à la vente</i>	-17	-57	-59	-57	-55
<i>destinés à la location</i>	1	-5	-11	3	-1
Entreprises envisageant de mettre à l'étude de nouveaux programmes **	63	50	47	51	49
Stocks de logements invendus	-26	-5	-10	-13	-16
Prix moyen des logements mis en vente	7	-1	-7	-17	-18
Évolution de l'apport personnel des candidats	-18	-14	-19	-16	-24
Perspectives d'évolution des moyens de financement	-21	-45	-31	-19	-28

* Moyenne depuis juillet 1991

** Proportions d'entreprises, en % des réponses, CVS

Source : enquête de conjoncture promotion immobilière - Insee